



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/34
14 juin 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-septième réunion
Bangkok, 16-20 juillet 2012

**RAPPORT SUR L'INDICATEUR DES CONSÉQUENCES SUR LE CLIMAT
DU FONDS MULTILATÉRAL (DÉCISIONS 59/45, 62/62, 63/62, 64/51, 65/48 et 66/33)**

Introduction

1. Ce document est présenté en réponse aux décisions 59/45, 62/62, 63/62, 64/51, 65/48 et 66/53 afin de présenter un compte rendu des débats de la 63^e réunion et de la décision qui a suivi. À la lumière des décisions prises aux 63^e, 64^e, 65^e et 66^e réunions de poursuivre les débats et de permettre au Comité exécutif d'examiner cette question de manière plus approfondie, le Secrétariat n'a pas élaboré davantage le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/58.

2. La 59^e réunion du Comité exécutif, dans sa décision 59/45, demande, à l'alinéa g), que le Secrétariat remette à la 62^e réunion, un rapport sur les expériences acquises dans l'application des alinéas c) et d) de la même décision. Dans l'alinéa c), le Comité exécutif charge le Secrétariat de « démontrer l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux projets proposés à partir de la 60^e réunion, afin d'informer les agences et les pays des conséquences des choix technologiques sur le climat » et de « recueillir de plus amples données sur l'utilisation de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, aux fins d'examen par le Comité exécutif ». À l'alinéa d) de la même décision, le Comité exécutif charge le Secrétariat de mettre au point l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral.

3. Au cours de sa 62^e réunion, le Comité exécutif a débattu brièvement de la question de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral et a pris la décision 62/62, dans laquelle il reporte l'examen de l'expérience acquise dans l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral à sa 63^e réunion.

4. Les débats de la 63^e réunion ont porté sur :

- a) La nécessité pour le Comité exécutif de clarifier l'objectif et la raison d'être exacts de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, car ceux-ci détermineront le développement futur du modèle et auront des conséquences directes sur le niveau de complexité souhaité;
- b) La proposition d'une réunion informelle en guise d'étape suivante, organisée pour permettre aux membres du Comité exécutif de discuter du modèle comme tel et de la possibilité de former un groupe d'experts sur le sujet avec le Secrétariat, les agences d'exécution et des experts;
- c) La faible participation des agences aux débats en ligne qui se sont déroulés à la fin de 2010, qui a abouti à l'encouragement des agences d'exécution à participer aux débats, y compris les débats en ligne du Fonds multilatéral;
- d) La possibilité de développer un indicateur des conséquences sur le climat pour le secteur de l'entretien et son utilisation dans l'évaluation des conséquences des plans de gestion de l'élimination des HCFC sur le climat, pour le secteur de l'entretien seulement. À cet égard, il a été suggéré que le Secrétariat développe d'abord une méthode, en étroite consultation avec les membres du Comité exécutif et les agences d'exécution, et des experts, si nécessaire, avant d'entreprendre les travaux sur l'indicateur réel, selon la décision prise par le Comité exécutif.

5. À l'issue de ces débats, le Comité exécutif a adopté la décision 63/62, dans laquelle il prend note du rapport sur l'expérience acquise dans l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/58, et décide de poursuivre ses débats sur cet indicateur à la 64^e réunion.

6. Il y a eu consensus général à la 64^e réunion que malgré le travail considérable réalisé pour l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, des débats plus poussés étaient nécessaires afin de préciser le but, l'objectif et les utilisateurs exacts de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral. Les travaux pourraient également profiter des points de vue et des expériences des agences d'exécution et autres experts, lorsque pertinent. Plusieurs membres du Comité exécutif reconnaissent l'utilité d'appliquer l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux propositions de plan de gestion de l'élimination des HCFC à l'étude à la présente réunion, en particulier pour l'analyse des choix technologiques. Il a toutefois été souligné que l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral a des limites, notamment l'incapacité de tenir compte de facteurs tels que les conséquences de la mise à niveau de l'équipement et son utilisation dans l'analyse des secteurs. De plus, le Comité exécutif doit préciser l'objectif et le but exacts de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, afin d'établir la voie du futur développement du modèle. Le Comité exécutif a pris la décision 64/51, de poursuivre les débats à la 65^e réunion.

7. Il y a eu consensus à la 65^e réunion du Comité exécutif à l'effet que de plus amples délibérations étaient nécessaires afin de préciser l'objet et l'objectif précis de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral. À cet égard, il serait également utile de tirer profit des points de vue et de l'expérience des agences d'exécution. Le Comité exécutif a pris note du rapport sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral et a décidé de poursuivre les débats sur la question à la 66^e réunion à partir des délibérations intersessions. Le Secrétariat a mis sur pied un forum sur l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral (<http://multilateralfund.org/discussion/MCII-65-48/default.aspx>) ouvert aux délégations et aux agences d'exécution, afin de faciliter les échanges entre le Comité exécutif et les agences. Le forum proposait les commentaires d'un membre et de trois agences d'exécution, et il demeurera accessible au moins jusqu'à la fin de la 67^e réunion. Au moment de la publication du présent document, aucun autre commentaire n'a été posté sur le forum.

8. Au cours des délibérations qui se sont déroulées à l'occasion de la 66^e réunion, un membre a proposé de soumettre une proposition de contribution ponctuelle; avant la mise en forme définitive du présent document, le Secrétariat a été informé que cette proposition serait présentée sur le forum intranet se rapportant à l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral. Un autre membre avait demandé au Secrétariat présenter au Comité exécutif un exposé sur cette question, mais aucune suite n'avait pu être donnée à cette requête par manque de temps. S'appuyant sur ce débat, le Comité exécutif a décidé de reporter l'examen de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral à la 67^e réunion au cours de laquelle cet exposé serait aussi présenté.

Contexte

9. Dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/47, le Secrétariat présente une « Analyse révisée des questions pertinentes relatives aux coûts de financement de l'élimination des HCFC ». Ce document comprend une section sur les questions environnementales et une annexe qui décrit les propositions pour une méthode fondée sur les unités fonctionnelles pour évaluer les émissions pouvant affecter le climat au cours de la vie utile d'un produit à base de HCFC. Dans sa décision 55/43, le Comité exécutif charge le Secrétariat d'effectuer une analyse approfondie de la question afin de déterminer si une approche telle que celle proposée dans le document constituerait une méthode satisfaisante et transparente d'établir la priorité des technologies d'élimination des HCFC d'une manière qui minimise les autres conséquences sur l'environnement ainsi que le climat, comme le voulait à l'origine la décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties.

10. Dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/59, le Secrétariat soumet un rapport de situation sur l'analyse approfondie des travaux sur les indicateurs. Ils ont été déclarés un moyen satisfaisant et

transparent d'établir la priorité des technologies d'élimination des HCFC de manière à minimiser les conséquences sur le climat. Le Comité exécutif a pris note du rapport de situation et a chargé le Secrétariat de préparer un document présentant des exemples de l'application afin de faciliter l'examen approfondi de la méthode, et a décidé d'aborder d'autres questions liées aux types de mesures d'encouragement qui seront associées aux indicateurs en cours d'élaboration et autres questions pertinentes (décision 57/33).

11. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/51 informe le Comité exécutif sur les questions liées à « L'établissement des priorités des technologies d'élimination des HCFC afin de minimiser les autres conséquences sur l'environnement ». Dans ce document, le Secrétariat définit provisoirement le champ d'application de l'indicateur qui s'appliquera à la reconversion, au remplacement ou à la fermeture de la capacité manufacturière. Le modèle a subi plusieurs simplifications, mises au points et différenciations, et des efforts ont été déployés afin d'améliorer la transparence et l'utilité des résultats. Ainsi, l'expression « indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral » a remplacé celle de « méthode des unités fonctionnelles ».

Évolution de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral depuis la 59^e réunion

12. Le concept de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral a évolué davantage et s'est élargi depuis la 59^e réunion. L'indicateur a pour objectif d'attribuer une valeur aux conséquences d'un projet sur le climat, de la même manière que l'indicateur « élimination des SAO » établit un chiffre correspondant aux conséquences d'un projet sur la couche d'ozone, et d'uniformiser les calculs des conséquences sur le climat de façon à obtenir des résultats comparables dans tous les secteurs et tous les pays. Simultanément, le Secrétariat axera ses travaux d'élaboration sur l'utilisation des données recueillies pendant la période de préparation du projet seulement.

13. Le Secrétariat a élargi le champ d'application proposé dans le rapport soumis à la 59^e réunion en ajoutant les secteurs des solvants et de l'entretien, tout en maintenant le principe de ne tenir compte que des changements dans les conséquences sur le climat directement attribuables aux activités financées par le Fonds multilatéral. Les descriptions techniques relatives aux secteurs de la réfrigération, de la climatisation, des mousses, des solvants, des agents de transformation et de l'entretien de l'équipement de réfrigération sont présentées à l'annexe II.

Démonstration de l'application

14. Un modèle de transmission et de présentation des données a été conçu et présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/51/Add.1, en préparation pour la 59^e réunion. À cette époque, et encore aujourd'hui, les calculs étaient surtout faits à la main dans des délais très courts et comportaient un risque élevé d'erreurs de calcul. Le modèle presque entièrement automatisé utilisé pour le calcul de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral du secteur de la réfrigération n'a vu le jour qu'à la fin de la période de préparation de la 62^e réunion. Ce modèle a rendu possible les calculs connexes. L'information à cet égard se trouve à l'annexe III.

15. Des calculs simplifiés ont été effectués à la main pour le secteur des mousses depuis la 59^e réunion, selon l'hypothèse que le tonnage de mousse gonflée avant et après la reconversion serait le même. Bien que cette méthode ne tienne pas compte de l'efficacité énergétique, elle propose une approximation raisonnable. Une hypothèse des émissions totales de la mousse gonflée pendant la durée de vie utile du produit est également entrée en ligne de compte.

Situation actuelle

16. L'indicateur des conséquences sur le climat du secteur de la réfrigération est maintenant entièrement programmé aux fins d'utilisation dans Microsoft Excel (Excel) et subit actuellement des essais afin d'en vérifier l'exactitude. L'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral du secteur des mousses est aussi en voie d'être mis au point pour utilisation sur Excel, tout comme les indicateurs des secteurs des solvants et des agents de transformation. L'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral du secteur de l'entretien en est encore à l'étape de la conceptualisation. Le Secrétariat doit encore effectuer des travaux sur la définition et la qualité de la saisie des données pour la proposition de plans de gestion de l'élimination des HCFC de grande envergure.

17. La première version de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral pour la réfrigération et la climatisation, programmé en tant qu'outil Excel, est disponible sur le site Web du Secrétariat depuis la 62^e réunion. D'autres versions seront disponibles selon les progrès accomplis dans la conceptualisation et la programmation. Les agences et les membres du Comité exécutif pourront télécharger la version finale à partir du site Web du Secrétariat, en tout temps. L'outil aidera le Secrétariat et le Comité exécutif à comprendre les conséquences sur le climat des activités proposées à partir d'une évaluation comparable et juste, et à assurer le suivi des conséquences des activités d'élimination du Fonds multilatéral sur le climat.

18. Une fois le modèle Excel mis au point de façon définitive, des experts effectueront un examen plus élargi de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral afin que cet outil puisse être utilisé comme plan directeur pour l'intégration de ces mêmes calculs dans la base de données des accords pluriannuels. Cette utilisation est entrée en ligne de compte lors du développement du concept des tableaux des accords pluriannuels pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC. Cette dernière étape réduira énormément le besoin de saisir des données et facilitera un suivi plus étroit et l'analyse continue des données. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de fournir un échéancier définitif pour l'achèvement du modèle Excel et des tableaux des accords pluriannuels en raison des incertitudes entourant le temps dont disposera le Secrétariat pour la préparation des prochaines réunions du Comité exécutif et du grand nombre de plans de gestion de l'élimination des HCFC qui devront être analysés.

19. À l'origine, le développement de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral avait pour objet de fournir un outil qui :

- a) Soutiendrait les pays lors du développement des plans de gestion de l'élimination des HCFC et de l'examen des différentes solutions de remplacement des HCFC, notamment au chapitre du choix de la technologie pour les différentes applications;
- b) Permettrait au Comité exécutif de déterminer le bien-fondé d'utiliser des mesures d'encouragement pour l'utilisation de solutions de remplacement écologiques des HCFC et favoriserait le recours à de nouvelles sources de financement pour les activités écologiques, telles que les activités d'efficacité énergétiques;
- c) Offrirait au Comité exécutif et au Secrétariat la possibilité de mesurer objectivement et de comparer les conséquences sur le climat des différents choix technologiques proposés dans les soumissions;
- d) Permettrait au Comité exécutif de surveiller et de tenir compte des conséquences sur le climat des projets profitant de l'appui du Fonds multilatéral.

20. Quatre années se sont écoulées depuis la 55^e réunion, lorsque la question a été soulevée pour la première fois. Elles ont donné lieu à des changements dans les conditions du cadre de travail de l'utilisation de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral depuis cette date :

- a) La 60^e réunion du Comité exécutif a convenu, dans sa décision 60/44, de plusieurs mesures d'encouragement pour remplacer les HCFC par des solutions plus écologiques, indépendamment de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral. Alors que les alinéas v), viii) et ix) de cette même décision découragent l'utilisation de solutions à potentiel élevé de réchauffement de la planète en subventionnant les coûts différentiels d'exploitation, les alinéas iv) et vii) offrent des mesures d'encouragement claires favorisant l'utilisation de technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète;
- b) Les délibérations sur la création d'un mécanisme qui accorderait un soutien financier supplémentaire dépassant le montant admissible du Fonds multilatéral n'ont pas été menées à terme, et aucune date de reprise ni moyen d'achever les délibérations n'est encore prévu;
- c) Les difficultés à réaliser une mobilisation à grande échelle et dans de courts délais en sollicitant des sources telles que le FEM afin de financer les activités d'efficacité énergétique sont connues et limitent les perspectives d'offrir des mesures d'encouragement pour les activités liées à la réduction des émissions affectant le climat. Ces mesures d'encouragement pourraient ajouter un volet supplémentaire sur les changements climatiques aux activités admissibles au financement du Fonds multilatéral.
- d) Le virement entrepris par le Fonds multilatéral par rapport aux projets d'élimination antérieurs, qui consistaient en des projets autonomes ou en l'élimination d'une consommation restante après des activités précises de grande envergure déjà entreprises, a acquis sa propre dynamique et possède son propre besoin de ressources. Il n'a pas été possible de consacrer suffisamment de temps aux questions liées à l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral assez tôt pour que les progrès se réalisent au rythme prévu à l'origine, en raison des courts délais entre les réunions du Comité exécutif.

21. Il est devenu très clair au cours des 48 derniers mois que l'hypothèse de la centralisation du processus de choix technologique pourrait ne pas convenir à la réalité du processus décisionnel dans les pays visés à l'article 5. Les projets proposés à ce jour révèlent que certains pays ont choisi une technologie avancée écologique avant même de régler toutes les questions (telles que la disponibilité des composants), tandis que d'autres pays hésitent à imposer à leur industrie l'utilisation de technologies non courantes, ce qui a souvent entraîné le choix de technologies ayant des conséquences importantes sur le climat. L'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral n'aura sans doute pas un poids important dans ces décisions, qui semblent être fondées sur des éléments beaucoup plus fondamentaux, à savoir si le choix d'une technologie doit tenir compte des conséquences sur le climat et comment évaluer les risques et les possibilités économiques qu'offre la technologie à l'étude. L'étendue des conséquences sur le climat, que peut déterminer l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, ne semble avoir qu'une importance secondaire. Plusieurs facteurs exacerbent cette situation, à savoir que l'admissibilité au soutien du Fonds multilatéral semble déjà avoir pris en considération, directement ou indirectement, certains enjeux climatiques, que le Comité exécutif a clairement fait connaître ses préférences pour ces projets et que le financement des activités qui ne sont pas admissibles au soutien financier du Fonds multilatéral se concrétise rarement. De plus, un financement à venir d'activités d'atténuation dans des pays en voie de développement demeure très incertain.

Conclusion

22. L'intention était, à l'origine, de développer un indicateur des conséquences sur le climat qui soutiendrait les travaux des pays, des agences et du Secrétariat des quatre façons suivantes :

- a) Dans la prise de décisions sur le choix des technologies;
- b) En donnant la possibilité d'offrir des mesures d'encouragement de la part du Fonds multilatéral tout en permettant de trouver d'autres sources de financement en fonction de conséquences sur le climat quantifiables;
- c) En aidant à mieux comprendre les conséquences sur le climat des propositions de projets soumises au Comité exécutif;
- d) Dans la surveillance continue des conséquences des travaux du Fonds multilatéral sur le climat.

23. Les buts principaux de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral semblent être les deux derniers points, à l'heure actuelle, pour les raisons énumérées au paragraphe 21 ci-dessus. Ces buts sont d'informer le Comité exécutif des conséquences du financement des différentes solutions de remplacement des HCFC et d'assurer le suivi des conséquences des travaux du Fonds multilatéral sur le climat. Au cours de la préparation de la deuxième étape, l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral permettra d'offrir tout le soutien envisagé à l'origine, dans le but précis d'aider les pays à évaluer les différents choix technologiques dès le début du processus décisionnel. L'expérience acquise par les pays et les agences au cours de la première étape du plan de gestion de l'élimination des HCFC facilitera l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral.

24. Les données exigées seront les mêmes que les données requises pour évaluer l'admissibilité et l'apport différentiel, et seront recueillies sensiblement de la même façon. Un concept sera préparé et développé pour le calcul des conséquences sur le climat du secteur de la lutte contre les incendies. Le transfert de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux tableaux d'accords pluriannuels sera effectué lorsque le modèle Excel sera entièrement produit et fonctionnel. L'intégration de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux tableaux des accords pluriannuels simplifiera énormément l'utilisation de cet outil par les agences et le Secrétariat, car les données ne devront être saisies qu'une seule fois pour calculer à la fois l'admissibilité, le PAO et l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral, ainsi que pour fournir de l'information globale sur le pays. Le Secrétariat informera le Comité exécutif à sa 69^e réunion de l'état de la situation et des efforts déployés pour assurer le transfert.

Recommandation

25. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport sur l'expérience acquise dans l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral;
- b) Charger le Secrétariat de mener à terme le développement de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral des différents secteurs, comme indiqué dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/34 et à la lumière des commentaires reçus avant et pendant la 67^{ème} réunion du Comité exécutif;

- c) Charger le Secrétariat d'informer le Comité exécutif des progrès accomplis et de l'expérience acquise dans l'application de l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux projets proposés avant la 70^e réunion;
- d) Charger le Secrétariat d'appliquer l'indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral aux projets et sous-projets pertinents proposés afin que les conséquences sur le climat des choix technologiques présentés dans les propositions puissent être mesurées;
- e) Charger le Secrétariat de présenter un indicateur des conséquences sur le climat du Fonds multilatéral entièrement développé à la 69^e réunion, au plus tard, afin qu'il puisse être déterminé s'il peut être utilisé en tant qu'outil entièrement intégré pour la préparation et l'évaluation des projets proposés et de calculer les conséquences sur le climat des projets sur la consommation de HCFC du Fonds multilatéral.

Annex I

FEEDBACK FROM THE EXECUTIVE COMMITTEE ON THE MULTILATERAL FUND CLIMATE IMPACT INDICATOR (Document 62/56 and Add.1) (extracted from the Secretariat's on-line discussion forum)

Comments from the Government of Australia

Document 62/56

1. Paragraph 11 mentions the notion of expert review – we would appreciate more information on what is planned for an expert review. Is this only in relation to the calculations?

Fund Secretariat's response:

The Fund Secretariat believes that it is important to achieve broad consensus that the calculations provided by the MCII are a suitable tool to provide an indication about the climate impact of activities funded by the Executive Committee. In order to achieve wide spread acceptance, the Secretariat believes it would be helpful to maximise transparency, and would like to suggest providing the opportunity for stakeholders and experts to contribute to the finalisation of the development of the MCII. It would appear meaningful, though, to differentiate between discussions regarding the fundamental characteristics of the MCII and the technical details influencing the calculations.

Related to the technical issues, the Secretariat believes that a dialogue based on concrete suggestions for changes would be the best way to enable communications and facilitate acceptance of the tool. The present considerations on the side of the Secretariat are related to collecting written responses; this might be undertaken by assembling the necessary information in a package suitable for review, and asking members of the Executive Committee to provide either comments themselves, and/or to provide the Secretariat with addresses of appropriate experts to which the Secretariat could forward this package. The Secretariat would then have to collate the replies and address the different issues.

While the expert review would probably be broader than only looking at the calculations, it would still concentrate mainly on them. It could cover the following issues:

- Remarks related to the definition of the MCII
- Concept of the calculations
- Scope of the MCII in terms of alternatives
- Algorithm
- Underlying data
- Uncertainties

It does not seem that it would be useful to open the discussion any wider, since questions related to purpose, general definitions, applicability, and consequences appear to be non-technical issues that will need to be discussed by the Executive Committee.

2. Paragraph 14 implies perhaps that the MCII tool is not required as Article 5 countries are making technology selections independent of MCII information and the HCFC guidelines have defined the terms under which funding above the cost-effectiveness thresholds would be provided to further climate co-benefits. However, one of the key roles of the MCII is to better inform the ExCom of the climate implications of technology decisions, and if it does that well, this information will be useful as projects

and HPMPs are agreed in the next year. It will also be useful to determine the extent to which the funding guidelines are achieving their goals of encouraging the use of climate friendly alternatives. Finally, information on the potential climate benefits of various technology alternatives, whether or not the cost of alternatives may be within the parameters set by the HCFC guidelines, could assist efforts to mobilize additional financing for individual projects

Fund Secretariat's response:

The observation in the above paragraph is shared by the Secretariat, and a similar conclusion, i.e. the need to specify and monitor the climate impact, had been included in the previous paragraph 16 of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/62/56. It is also possible that the MCII could be utilised to assess whether other funding mechanisms might have an interest in co-funding. Given the lead time for development of this or any other indicator, it is beneficial that the work has already started, and it might indeed prove to be of assistance to mobilize additional financing in the future. The Secretariat believes there might be a role for the MCII to assess financing possibilities during the preparation of stage II of an HPMP.

Document 62/56/Add.1

3. We generally agree with the proposition in paragraph 6(a) (i.e. that the CO₂ emissions related to energy consumption calculated under the MCII should essentially assume that there would be no technology upgrade beyond what would be necessary to allow the conversion to take place); however, in some cases, it would also be useful for the model to indicate what the climate impact would be if some technology upgrade were to be undertaken during the conversion process, with a view to using this information to help mobilize co-financing. Would it be feasible, for example, for the MCII to generate two results in a proposed project, one indicating the climate impact without technology upgrades, and another indicating the climate impact with a clearly-defined upgrade?

Fund Secretariat's response:

The comment is consistent with an approach the Secretariat has already largely prepared. Typically, the energy consumption of air conditioning equipment is being improved by four measures: bigger heat exchangers, a better compressor, a variable speed drive, and a better fine-tuning of the characteristics of the components towards each other. The effects of the first three measures can relatively easily be modelled, and their impact assessed. However, a higher level of uncertainty applies for these calculations as compared to the calculations replacing one fluid by another, since the latter use the assumption that the component characteristics remain constant, and just the fluid is changing. This calculation is relatively insensitive to the current quality of the equipment and its component, as the same quality is assumed for both calculations. However, if the quality is being improved, either the software needs to make assumptions regarding a certain quality level (this is currently the case), or information regarding the current quality level would need to be collected in a standardized way. The difference between the two approaches is that the results are more indicative and less precise using assumptions within the software, while the effort for data collection and risks of data manipulation towards specific results is bigger in the second. The Secretariat intends to provide the possibility to calculate technology upgrades based on the "standard quality level" approach.

4. Are there some limitations to the assumption made that "the entire foam blowing agent is emitted"? (para 8) It has been argued that when foam is disposed in landfills, emissions of the blowing agent may be insignificant even over large time horizons.

Fund Secretariat's response:

There are two issues addressed within this question. One relates to the knowledge on how operation and, in this case, disposal affects the release of the gases, and how prevalent the different ways of operation and disposal are in developing countries. The second issue is how the MCII should be defined.

- Essentially, the MCII can easily take into account different amount of emissions in the calculation, if two principles are taken into account: Actual situation in Article 5 countries, and as few information requirements as possible. Consequently, the question to ask would be how much of the foam produced in Article 5 countries is actually disposed of in landfills that are managed in a way which limits emissions.
- This has to be seen in conjunction with a second question: The definition of the MCII itself is an approximation of the total emission over the lifetime of the goods manufactured in one year (including emissions during manufacturing and disposal), i.e. aggregated emissions over many years for the amount of equipment produced in one year. Other definitions of the climate impact, e.g. the approach taken under the UNFCCC, look at the impact on the basis of annual emissions, in cases aggregated over e.g. 7 or 10 years, but they aggregate also the effect of the production of multiple years. For the MCII, even a slow release leads still eventually to a complete release; this is meaningful since in e.g. a steady use scenario, if the emissions take 50 years to complete, the annual emission from the bank of foam after 50 years (consisting of 50 years of foam production) is equal to the annual use of the substance. Consequently, assuming that for the MCII the current lifetime definition would prevail, consideration would have to be given on whether the emission from a landfill actually ceases after some years with an amount of HCFC remaining trapped sustainably within the landfill, or whether e.g. bacteria are transforming a share of the HCFC in the foam into something else. If such effects are widespread in Article 5 countries, the calculations can be easily adapted.

5. Could you clarify in which cases the energy efficiency factor in foam conversion projects is taken into account within the MCII and how it is considered? From paragraph 9, it appears that changes in energy consumption and related CO₂ emissions caused by a change in the blowing agent is taken into account only in the case of insulation foam used in confined refrigerated spaces - is this correct? If so, could the results of the MCII be misleading in other foam sector projects since it does not take energy considerations into account? Is it assumed that in most cases, changes in energy consumption may not be that significant to warrant more detailed analysis?

Fund Secretariat's response:

The climate impact noted in the Secretariat's review documents for foam projects so far does not take into account any energy related effects. It consists simply of the difference in climate impact, based on the calculated GWP of the blowing agent and amount used, between the blowing agent used for a quantity of HCFC blown foam and the alternative blowing agent used for the same quantity of foam.

The Fund Secretariat has tried to come up with concepts on how to address the energy conservation aspect of foams. The biggest obstacle turned out to be the fact that information about the actual use of the foam is largely unavailable, and use information is essential to understand what effect the foam has on energy conservation; the use information is e.g. the insulation thickness and quality, the temperature difference, and the effect on greenhouse gas emission that a difference in energy consumption would have, depending on the type of primary

energy used to make up for any energy transfer through insulation. Finally, the information has to be linked either to an ideally very small sub-set of choices to be taken by the user of the MCII, and/or a number of meaningful assumptions in the background of the programme.

In some cases, there is simply no impact on energy when converting from one foam blowing technology to another. For example many if not all uses of integral skin foam have other purposes than insulation, and consequently the insulation characteristics of the different technologies are irrelevant.

Those applications where the quality of insulation matters fall into two groups: Applications where the thickness of insulation can be changed to accommodate for the change in insulation quality, and those applications where the thickness of insulation is a given. The latter are typically insulation for domestic refrigerators and for refrigerated transport. The Secretariat is presently not aware of other insulation applications where a typically small increase in wall thickness would pose major technical problems, and shortfalls in insulation quality could not be compensated by increased thickness. Specific points are:

- The proposed, but not yet realised calculation would, in those cases where the insulation thickness can be changed, just calculate the necessary change in thickness and, consequently, in volume of the foam to achieve the same insulation quality; the increase in volume would lead to a proportional change in blowing agent use, and the related impact of the blowing agent would be used to calculate the value for the MCII. The change in insulation thickness and the associated change in blowing agent use will therefore calculate the impact of efforts to offset the change in insulation quality through a change of wall thickness
- For domestic refrigerators and refrigerated transport, an energy consumption calculation will be carried out, and the difference between the energy consumption before and after conversion will be used for the calculation of the value for the MCII.

6. Paragraph 11 suggests that climate impacts resulting from political agreements that lead to the phase-out of HCFCs in the servicing sector should not be taken into account because they are not linked to funded activities but to a commitment of the country to phase out HCFCs. However, as was the case for CFCs, the commitments made by countries to eliminate HCFCs in the servicing sector without further assistance from the MLF is a direct result of HPMPs approved by the MLF. There is, therefore, a case to be made that the climate impact resulting from the entire phase-out of HCFCs in the servicing sector is linked to the work of the MLF and should, in theory, be accounted for. In practice though, we think it would be very difficult to predict this climate impact since it is not possible to predict what alternative technologies, and quantities, will ultimately be selected in the various end-user sub-sectors.

Fund Secretariat's response:

It is absolutely correct that the borders of what is taken into account for the MCII need to be very carefully assessed; the Secretariat can make suggestions in this regard, but the Executive Committee will have to decide on a meaningful definition.

The main concern of the Secretariat with a wider definition is that it makes it substantially more difficult to achieve consistency within the MCII calculations. Generally the stricter and more confined the rules, the easier to achieve consistency. As examples, we would like to provide two considerations regarding this particular point:

- Countries will achieve reductions in consumption by importing non-HCFC air conditioners from manufacturers who received support from the Multilateral Fund; these imports will subsequently lead to a reduced HCFC service demand. Should these reductions in the service sector be account for as positive impact, one has to find a mechanism to remove those emissions which have already been accounted for at the time of factory conversion. Lifetime emissions accounted for at the factory level conversion because the technical decision for a replacement at the time of conversion determines the climate emissions of the equipment during its lifetime and, consequently, the MCII should be associated with the time when the choice is being made.
- The relation between consumption reduction and Montreal Protocol is existing, but is not the sole explanation for reductions in consumption; economic circumstances, for example accession to a Union with stricter environmental legislation or additional national activities in combating climate change, are other reasons why the use of ODS might be reduced.

From the above it becomes also clear that with a broader definition, the credibility of the results might be reduced, for example through issues of double counting. This might be detrimental for the overall objective of the MCII.

The Secretariat agrees that calculations for the service sector are likely to have a higher uncertainty associated with it than calculations in the manufacturing sectors. There might be possibilities to focus on the savings related to better practices (refrigerant re-use and recycling, good practices, ...) but whether this is efficient comparing the balance of efforts to information received is something the Secretariat does not venture to decide.

7. It would also be very challenging to measure, or even roughly estimate, the climate impact of R&R and good refrigeration practices (paragraph 12 a and b) . Evaluations of the RMPs and TPMPs have not been able to quantify the CFCs directly eliminated through these activities. When such quantification has been made (in PCRs or other sources), there appears to be very significant differences among countries, which could be due to factors not easily controllable through projects, such as the price of ODS, levels of awareness and commitment of stakeholders in the servicing sector (association of technicians etc.), political drivers, markets factors etc...

In the case of activities to replace equipment in the servicing sector, we agree that the climate impact may be assessed (paragraph 12 c). However, we see two possible problems. One is how to avoid the problem of double-counting mentioned in paragraph 12 c (ii) - i.e. how could it be known in advance whether the new equipment brought in will or will not be manufactured by enterprises assisted through the MLF? Secondly, the fact that the Secretariat believes that it would not be possible to take energy efficiency into account seems to be a major drawback. The Secretariat notes that the energy consumption between the system before conversion and afterwards is relatively small. However, applications of the MCII in Annex III suggest that variations in energy-related CO₂ emissions between different technologies are in fact significant. In the case of the application of the MCII to the ICR sector plan in China (annex III), it appears that for the conversion of equipment to HFC-410a, the change in indirect climate impact (i.e. change in CO₂ emissions related to energy consumption) is actually larger than the change in direct climate impact. Therefore, if the energy consumption factor in equipment replacement servicing sector projects is ignored, would the MCII still provide a meaningful indication of the climate benefit of such activities?

Fund Secretariat's response:

We agree with the comments made by Australia regarding the degree of uncertainty associated with any attempt to identify a climate impact for the service sector. It would be a very general approximation. It is relatively common in such methodologies to, in case of doubts, reduce claims of climate impact to the level where the impact is almost certain to occur. As a simplified example, an analysis might inform that on average a recycling machine recycles 500kg per year, but that 95 per cent of recycling machines recycle more than 100¹ kg per year. If one uses the 100 kg as a basis, the calculation of the climate impact might under-represent the result in the field, but carries a high certainty that the impact is at least as big as the value calculated.

Energy efficiency for retrofitted systems is very problematic to calculate. The following effects would in addition to refrigerant-inherent characteristics influence energy efficiency differences between a system prior to and post conversion: The degree of refrigerant-specific design and safety margins of the system pre conversion for HCFC-22, whether any optimisation is carried out during the conversion, and whether the opportunity is used for a general systems overhaul. These effects will often lead to a lower energy efficiency, sometimes to a better one. In addition, the available data from literature regarding retrofitted machines in the field is not always suitable to derive general statements from, since there are shortcomings in terms of coverage of different systems, measurement accuracy and ability to compare results prior and post conversion due to different operating conditions. It is not possible to make sufficiently accurate forecasts without a substantially higher amount of data available regarding the installation; and the results would depend very much on the quality of the data provided. Given the small impact of single converted refrigeration installations on the overall climate impact, the results from such an approach appear unlikely to justify the efforts to be undertaken.

8. In relation to the other sectors wherein the MCII could be applied, it seems that the HCFC solvent sector and fire fighting sector are relatively very small. There may not be much added value to extending the MCII to these sectors. Perhaps, this could be considered at a later stage. The Secretariat also mentions application of the MCII to the process agent sector. To date, the ExCom has not been made aware of any consumption of HCFCs for process agent uses in Article 5 countries. Is there some information available which suggests that this may be a significant or even small HCFC-consuming sector?

Fund Secretariat's response:

There is no concrete information available suggesting the use of HCFC as process agents.

9. With respect to the application of the MCII for the China sector plans, could you clarify:

- (a) why the 2 foam sector plans were excluded from the analysis?
- (b) how the 4 categories of "system type" in the ICR Sector Plan spreadsheet (3 called "AC factory assembly" and one "commercial frozen assembly") relate to the sub-sector identified in the plan, which are: compressor, unitary A/C, multi-connected AC/heat pump, industrial and commercial chiller/heat pump, small-sized water chiller/heat pump, heat pump water heater, 'condensing units, freezers & cold storage'.

¹ These numbers are selected arbitrarily for illustration purposes only

Fund Secretariat's response:

Related to (a), the assessment of both foam sector plans included paragraphs on the climate, both in the documentation for the 62nd and the 63rd Meetings; however, the information was included in the documentation of the projects (documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/62/26/Add.1 and UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/26). For the XPS foam sub-sector, document 63/26 provides the information in paragraph 99, for the PUR foam sub-sector, the information is contained in paragraph 84 and table 12 of the same document.

Related to (b), the concept of the MCII is to allow a choice between different systems in refrigeration and air conditioning according to 6 different types. These types have each their own underlying assumptions regarding operating conditions (temperatures, ...), design characteristics (quality of compressor, ...) and leakage rates. The types to be selected are Commercial refrigeration cooling, Commercial refrigeration freezing and Air conditioning, all three differentiated between on-site assembly and factory assembled, leading to in total 6 types.

Compressors and condensing units are not systems but counted as components, consequently they are not represented. Unitary A/C, multi-connected AC/heat pump, industrial and commercial chiller/heat pump, small-sized water chiller/heat pump are covered under Air Conditioning. Within Air Conditioning, the categories Unitary A/C, Multi-connected AC/heat pump are on-site assembled, the remaining categories mentioned in the ICR sector plan for China are factory assembled. Heat pump water heaters fall under air conditioning/factory assembled, freezers under commercial freezing, factory assembled, cold storage under commercial cooling, on-site assembled. The Secretariat recognises that a simpler selection or a guide to help selecting the right system type might be useful.

Comments from the Government of Argentina

10. In calculating the refrigerant's emissions for direct impact, does the model assume that all the charge will be lost during life time?

Fund Secretariat's response:

The model is based on lifetime emissions, i.e. including disposal emissions. At this time, disposal activities in Article 5 countries predominantly do not recover the ODS from equipment or foam. While the model has the possibility of using different settings for disposal at end-of-life (EOL), at the moment the parameters are set for emission of all ODS contained in the equipment into the atmosphere. However, for refrigeration/air conditioning applications with high leakage rates (e.g. on-site assembled commercial refrigeration), the leakage rates are so high that the equipment has only 40% of remaining refrigerant content before it reaches the EOL. In that case, the equipment is assumed to be recharged up to 100 per cent of the refrigerant charge, and the amount of this recharge is added to the overall refrigerant use over the lifetime. Consequently, at this time the refrigerant emissions over the lifetime are always at least 100 per cent of the initial charge, in several cases higher. This also shows that the model is as such capable of calculating the effect of different rates of EOL recovery, if desired.

11. In the case of R-410a, we have noticed a 5% increase of emissions that is depicted, however, the total climate impact of appliances working with this refrigerant should be lower because of its higher efficiency and the lower amount of refrigerant contained in comparison to HCFC-22.

Fund Secretariat's response:

It is correct that the impact calculated by the MCII for HFC-410A is in many cases higher than that for HCFC-22. This is on the one hand caused by a higher GWP, but also by a higher energy consumption, based on the definitions used for the MCII. Independently, your observation of the "lower energy consumption" also holds some truth. The reason is that when converting from HCFC-22 to HFC-410A, a number of optimisations are carried out, among them often a change in compressor technology and an increase in the surface of the heat exchangers, not to mention a general re-design with often improved fine-tuning of the component's characteristics. In other words, HFC-410A systems have very often a higher degree of sophistication, which, if used for HCFC-22 as well, would also substantially improve the energy efficiency of the HCFC-22 system. Consequently, it is difficult to find a standard on how to achieve a fair comparison for an air conditioner model before and after conversion.

The standard chosen was actually to assume the same component quality. At present, this is calculated by using a constant isentropic efficiency for the compressor and a constant value for the product of heat exchanger surface and heat transfer coefficient for the heat exchanger².

12. Also, data suggest that the calculations have not taken into account improvements in the design of the equipments with R410a, only a change in the compressor, but no other improvements such as a change in the heath exchangers.

13. For instance, in our (Argentina's) case, the kits offered to our manufacturers are more energy efficient for Argentina's average temperatures, so, the manufacturing sector has adopted them in order to comply with the new energy efficiency laws in our country.

Fund Secretariat's response:

The Secretariat believes this question raises two issues, namely the general definition of the MCII and the additional features it should offer.

In paragraph 11 above, we already referred to the problem of comparing different levels of sophistication in a fair way. The MCII has defined the conversion in a somewhat simple way, as if the manufacturer would undertake, for him, the most cost effective conversion. This standard for comparison has the following advantages:

- It is relatively easily defined;
- It is fair in the sense that similar levels of sophistication are compared;
- It is fully consistent with Guidelines of the Executive Committee on eligible cost.

However, it might be misleading if, as it might be in this case, a government wants to document the actual choice taken including advances in sophistication of the equipment, as it appears to be the case here. For these cases, it is expected that a number of system parameters in the model – heat exchanger surface area, compressor isentropic efficiency, and possibly the replacement of a fixed speed drive by a variable speed one – can be upgraded from the original conversion; this will lead to a substantial reduction in energy consumption. However, it is actually indicated in the question from Argentina that a number of products which used ODS had an energy efficiency below the regulatory benchmarks. The conversion was not only meant to convert away from HCFCs, but was superimposed by a move to more energy efficient products. With the options currently available, the MCII would separate the two steps and calculate only one of them, the

² The model calculates assuming the vastly predominant air-to-refrigerant heat exchangers; for liquid-to-refrigerant heat exchangers, the accuracy would be somewhat lower using the model explained

conversion away from ODS; an upgrade in components and, therefore, of energy efficiency can be introduced in addition to the conversion. If the Executive Committee desires to do so, the MCII could, for example, be adapted to calculate the contribution of refrigerant change and component / energy efficiency upgrade separately visible in the results.

The Secretariat would like to use this opportunity to point out that a common understanding on what is to be compared using the MCII is absolutely fundamental in coming to a possibly different set of assumptions for comparisons.

14. That said, we think that this indicator gives a climate impact that can only be considered as a generic one, and has not taken into account the efficiency of the alternative. The performance of the appliances may have big variations according to the design.

15. As said before, the additional impact caused by the higher GWP of the R410A can be compensated by the lower charge needed, the improvement in the equipments' design and the higher efficiency of the refrigerant.

Fund Secretariat's response:

It is correct that the indicator can only indicate and not provide exact results; this should actually not be its purpose. More precisely, for exact climate assessment once the exact specifics of the equipment before and post conversion are known, the MCII is probably not the ideal instrument for comparison. Life-cycle climate assessment might be a suitable tool for those cases where the information is largely known.

However, these cases will form an exception rather than the rule. The case of Argentina is particular and not typical since in Argentina the manufacturers know the energy efficiency of their equipment to be built in the future, actually they can even select it. This is due to the fact that the manufacturers have the possibility to choose the most suitable from several pre-fabricated kits with specified performance characteristics that can be assessed by the manufacturers even before they have even assembled one unit. In the number of conversions under the Multilateral Fund, this is predominantly not the case; the manufacturers often have little insight and in many cases also no particular interest in the energy consumption of future equipment; in a fair number of cases, not even the current energy efficiency is known. The Secretariat would therefore like to seek caution when drawing conclusions from this particular question, since the case presented here by Argentina is not generally applicable.

The MCII allows a forecast on a very small set of entry data, and aims to provide a fair comparison of alternatives within the limits given. It cannot compete with measured data, which is the basis for performance characteristics for pre-fabricated kits, and is not intended to take into account increases in sophistication, not the least because technical upgrade is specifically not eligible under the Multilateral Fund. It is critical to limit the expectations towards the MCII to a task which can be fulfilled on the basis of the effort that typically national ozone units and bilateral and implementing agencies can be asked to undertake.

The Secretariat would like to advise that, at present, there are little indications in literature that the refrigerant has an inherently higher efficiency; that the efficiency is actually lower and therefore components need upgrading is also frequently claimed by implementing agencies of the Multilateral Fund. However, there are strong indications, that new models using HFC-410A often have a similar or higher energy efficiency than the models with HCFC-22 which they replace. These two facts are not at all mutually exclusive.

16. Regarding the last column “impact indicator”, we think that the language could be modified in order to better emphasize the impacts, for instance, of you consider an 11% decrease in emissions as “significant”, then a 50% decrease could be considered as “highly significant”, and a 3% decrease as a “moderate” one.

Fund Secretariat’s response:

In the present selection there is a range defined as “climate neutral”, which represents the assumed error band left and right of the figure “zero”. The borders for other deviations were selected based on the apparent frequency of the different results. While this delivers an acceptable relative rating, it is definitely not perfect, and other margins determined with other approaches are definitely possible. We are happy to take the suggestions from Argentina and/or others on board.

17. As a general comment, we would like to add that the development methodology for this index has been a little bit difficult to follow since it implies a very technical approach that can be followed only by experts.

Fund Secretariat’s response:

We agree that the model distributed needs further improvement to make it easier to use. The main point at this time was to provide the possibility for members of the Executive Committee to gain an understanding of how it would work, and provide feedback to give the final developments more direction where needed. In using the MCII for several submissions, a number of possible improvements have already been identified.

The Secretariat has also faced the difficulty of, on the one hand ensuring that the approach is transparent, and on the other that it is simple to understand. Unfortunately the two are not far from being mutually exclusive. The Secretariat has therefore tried to move a lot of the purely technical information into annexes. As explained above, we also strive at further simplifications for the users, in particular regarding the classification of their equipment. We also understand that the results can benefit from further simplification and are considering how to achieve that – classification of results as mentioned in above paragraph 16 might be one of the actions which can be taken.

The concept of the MCII tool is, in the end, that the user would need to make some very simple entries, trust the calculations within the tool, and receive a relatively straight-forward feedback, with the possibility to look deeper into the underlying data if desired. To achieve this objective, a few more steps might be necessary.

Annex II

MULTILATERAL FUND CLIMATE IMPACT INDICATOR TECHNICAL DESCRIPTIONS OF DIFFERENT CONSUMPTION SECTORS

1. Decision XIX/6 of the Meeting of the Parties requested the impact of energy consumption on the climate to be taken into account. The Secretariat focussed its work on achieving progress with the MCII for the refrigeration and air-conditioning manufacturing sectors first, since it is assumed that in these two sectors the effects of energy consumption on the climate are more prevalent than in other sectors.

MCII for refrigeration and air-conditioning manufacture conversion activities

2. The MCII has been developed to allow an indication of the effect on the climate of future conversion projects to be funded by the Multilateral Fund. The MCII is therefore a tool operating on the basis of data available during the preparation and/or review of Multilateral Fund project submissions. Consequently, data related to the characteristics of products using the current technology is often only sketchily documented, information about the conversion and the characteristics of the converted project are not available at all. On this basis, the MCII is meant to help indicating the climate impact of the activities. It is not meant to replace any possibly desired subsequent analysis undertaken on the basis of more detailed data, and maybe detailed performance information of specific models for baseline and alternative, such as a life cycle climate performance (LCCP) or a life cycle analysis (LCA).

3. The MCII for refrigeration and air-conditioning activities takes into account:

- (a) the emissions of refrigerant during manufacturing, operation and at the end of life, called the direct emissions; as well as
- (b) the energy consumption of products using HCFC and their alternatives as refrigerants, called the indirect emissions.

4. In a first step the model used calculates the emission of one refrigeration or air-conditioning unit over its lifetime as a sum of direct and indirect effects, and multiplies the result with the amount of units produced in one year. This interim result represents the climate impact of the annual production for a given technology. For a qualitative comparison of different alternatives, the ratio between the baseline (HCFC) and the alternative is used (percentage values). For aggregated, sector-or country-wide figures, the difference between the two is being used (absolute values in tonnes of CO₂ equiv.). Negative values for the MCII denote a reduction in the climate impact as compared to the baseline, positive values an increase,

5. The direct emissions of HCFCs and alternatives take into account a large number of factors related to the lifetime of each unit manufactured, and aims to use general assumptions to quantify them. This quantification is carried out for the lifetime of the equipment and relates to:

- (a) The HCFC charge, being an input value, and the potentially different charge of the alternatives¹;

¹ Charge differences are generalized assuming same inner volume of the components, and using the ratio of the liquid densities of the different refrigerants in reference to the baseline (e.g. HCFC-22). The liquid density is assumed as the mean of the values for 42°C and, depending on the application, for -32°C, -4°C and 0°C.

- (b) A 2 per cent emission at the time of manufacturing for systems assembled and charged in a factory;
- (c) Typical annual emissions for an average unit, depending on the type of refrigeration or air-conditioning equipment and on assembly in a factory or on site, as shown in Table 1;
- (d) An average lifetime for each unit depending on the various types of refrigeration and air-conditioning equipment as well as on assembly in a factory or on site, as shown in Table 1;
- (e) Recovery at the end of life, currently, in line with practices typical for Article 5 countries assumed to be zero, as shown in Table 1; and
- (f) The climate impact of the substance, calculated on the basis of the substances Greenhouse Warming Potential (GWP) for a 100-year time horizon.

Table 1: Values used as assumptions for annual emissions and lifetime

Type of application	AC, factory assembly	AC, on site assembly	Commercial Cooling, factory assembly	Commercial Cooling, on site assembly	Commercial Frozen, factory assembly	Commercial Frozen, on site assembly
Baseline refrigerant	R22	R22	R22	R22	R22	R22
Product lifespan	10	10	10	14	10	14
Leakage at manufacturing	2%	0%	2%	0%	2%	0%
Annual leakage	2%	5%	2%	25%	2%	25%
Recharge level	55%	55%	55%	55%	55%	55%
Recovery fraction	0%	0%	0%	0%	0%	0%

6. The carbon dioxide emissions related to energy consumption of refrigeration equipment depends on the size, quality of the components, quality of design, application and the operating conditions (chiefly the ambient temperature), and, finally, the CO₂ emission related to the production of electricity. In order to take the different factors into account, a number of assumptions were made and procedures were developed:

- (a) It is assumed that the principle quality of components and quality of the design remain constant; reflecting the content of decision 61/44 of the Executive Committee, asking the Secretariat to “maintain the established practice when evaluating component upgrades in HCFC conversion projects for the refrigeration and air-conditioning sectors, such that after conversion the defining characteristics of the components would remain largely unchanged or, when no similar component was available, would only be improved to the extent necessary to allow the conversion to take place [...]”²;

² For heat exchangers decision 61/44 was reflected assuming constant product of heat exchange surface and heat transfer coefficient, based on the values calculated for an HCFC baseline system at the design temperature of the system. For compressors, decision 61/44 of the Executive Committee was reflected by using a constant isentropic efficiency while adapting the swept volume to the compressor to provide the specified capacity at the design temperature of the system. The design temperature of the system is either 32°C or 40°C, the selection of which depends on the country of production and, for export, a generalised figure of 32°C.

- (b) The parameters entered as input values are also assumed to remain constant; in particular the capacity of the system, the application and whether a unit is factory assembled or assembled in the field, as well as the country and the share of export;
- (c) The load of the system is estimated depending on the design load = capacity of the unit, and an estimated deviation for different temperatures. A more detailed description can be found in Annex III;
- (d) The energy efficiency varies, depending on the refrigerant used, for different outdoor temperatures; two refrigerants having the same energy efficiency at one outdoor temperature and otherwise identical operating conditions will show a difference in energy consumption at other conditions. In order to reflect this important effect, the Secretariat has attempted to collect the frequency of occurrence of temperatures for each Article 5 country in steps of 2 deg C. The energy efficiency is accordingly calculated for these outdoor temperatures and multiplied with the occurrence and the number of hours per year. In case of countries with several climate zones, the occurrence has been calculated by weighting the different climate zones according to the population living in them, as a proxy to the number of refrigeration systems used³;
- (e) The emission of carbon dioxide are published for a number of Article 5 countries and have been estimated for the remainder according to information found in literature; however, for most countries with refrigeration manufacturing capacity, i.e. larger Article 5 countries, information has been published⁴.

7. Major challenges encountered by the Secretariat were related to the lack of precedent as to how countries and implementing and bilateral agencies would address the issue of data collection for refrigeration and air-conditioning equipment, due to a significant amount of submissions for projects covering more than one enterprise coming forward only to the 61st and 62nd Meetings of the Executive Committee. The formats used by the agencies to collect data lead to the need for significant changes in data management as compared to the original concept. It is assumed that these challenges faced by the Secretariat can be largely reduced in the next round of submissions by providing sufficiently detailed yet still practical data formats for submission.

MCII for foam manufacture conversion activities

8. For products manufactured in the foam sector, the direct effect caused by the foam blowing agent used over the lifetime of the product is relatively easily determined for the current use of HCFCs, since the entire foam blowing agent is emitted⁵. For post conversion emission, the case is more complex, since the amount of foam blowing agent used to produce a pre-defined quantity of foam will change; in addition, in some cases this quantity is defined based on mass of foam, in others on the volume of the foam. Additional variations are possible by using more than one blowing agent, e.g. in case of the common practice of adding water to HFC-245fa. Finally, in the case of insulation foams, the thickness of the insulation foam might be changed to accommodate changes in the insulation properties of the foam; a different foam thickness would be equivalent to a higher volume of foam, leading to a respective increase in foam blowing agent used.

³ For example, Algeria shows both Mediterranean climate as well as hot and arid climate. However, the population is predominantly concentrated at the more temperate coast; consequently the coastal conditions have a higher relative weight than the conditions in the centre of the country.

⁴ The Secretariat is still in the process of assessing the quality of the related data and improving it, where necessary.

⁵ While the indicator is being set-up in a way which allows accounting for collection and destruction of the substance at the end of life of the product, at this time there is little indication to assume that in Article 5 or non-Article 5 countries a significant portion of foam blowing agent will be collected from products containing such foam.

9. Based on these considerations, a concept was developed on how to incorporate energy efficiency in the calculation of the MCII. After consultation with experts, the current concept is to distinguish between several different scenarios:

- (a) Use of polyurethane foam for applications which require constant insulation effect. The related calculation model is meant to use some basic information and standardized properties of polyurethane foam to determine the change in wall thickness necessary to provide the same insulation effect when changing the foam blowing agent from an HCFC to an alternative technology from a pre-defined list. The change in wall thickness, in combination with the different amount of blowing agent per volume of foam needed and the change in density, will allow a calculation of the amount of alternative foam blowing agent needed. Typical applications would be all types of insulation with a defined insulation effect: e.g. based on regulatory requirements;
- (b) Applications requiring the same volume of polyurethane foam, calculating the different amounts of blowing agent for the various technologies needed to produce a given volume of foam. This would be for example applicable to integral skin foam products for automotive use;
- (c) Insulation foam used in confined refrigerated spaces, where the wall thickness cannot be changed to accommodate different insulation properties and where the insulated space is refrigerated. This option can be used for the insulation of refrigerators, commercial refrigeration equipment etc. where an increase in insulation thickness is often not possible due to space constraints⁶;
- (d) Use of extruded polystyrene foam for applications which require constant insulation effect. The calculations are performed similar those in the case indicated in sub-paragraph (a) above for the manufacture of polyurethane foam. This is a likely occurrence in the building industry;
- (e) Use of extruded polystyrene foam in confined spaces, for applications where the wall thickness cannot be changed. The calculations are carried out similar to those in sub-paragraph (c) above manufacture of polyurethane foam.

MCII for conversion activities in other manufacturing sectors

10. In preparation for the 62nd Meeting, the Secretariat has also received projects and activities in the solvent and fire fighting sectors. The concept of the MCII can be extended to those sectors by assuming a certain release pattern. For solvent as well as for process agent uses, an assumption of a complete release in a short period of time after consumption is certainly meaningful. For the fire fighting sector, a more differentiated approach is necessary, since large quantities of fire fighting agents are simply stored and typically not released or released only after many decades of storage in fire fighting systems. The Secretariat has not yet developed a methodology for the MCII for the fire fighting sector.

⁶ The cycle calculation model and country-specific data from the refrigeration model is meant to be used to calculate a change in energy consumption and related emissions of CO₂ related to electricity generation, which is added to the climate impact of the blowing agents. The reason for the calculation of energy related emissions only in cases where the energy use is refrigeration, and not for heating is that the difference is in energy used for heating, from sun powered over electricity, gas, oil, and coal as well as heat pumps is so diverse that no meaningful assumptions can be made for the emissions of carbon dioxide related to the additional heating needs of e.g. a building caused by a change in the insulation properties used.

MCII for the servicing sector

11. The Secretariat has attempted to extend the concept of the MCII to the servicing sector by addressing specific activities that are undertaken as part of the funded service sector activities in HPMPs. The basis for a methodology considered for submissions is that only those emission reductions are taken into account which are directly and quantifiably linked to activities funded by the Multilateral Fund, and that double counting with manufacturing sector activities is avoided. Consequently, changes in the climate impact caused by political agreements, for example the phase-out of HCFCs, are not covered since they are not linked to funded activities but to a commitment of the country to phase-out HCFCs. Accordingly, activities such as awareness and customs training will not contribute positively to the climate impact, since they are supporting compliance with a political agreement and are not directly causing reductions in climate relevant emissions. The remaining activities have in common that they are meant to reduce the consumption of HCFCs through reducing inefficient use of refrigerant. However, should the demand for HCFCs in the country be larger than the supply, any HCFC saved by reducing inefficient use of refrigerant would be used to satisfy the demand. The likely reasons why the supply would be smaller than the demand are import restrictions caused by the need to comply with the reduction schedule of the Montreal Protocol. If the activity leads to a better distribution of refrigerant away from inefficient use towards servicing more existing refrigeration systems, this would help the country to remain in compliance with the provisions of the Montreal Protocol. It would, however, not reduce the absolute amount of HCFC refrigerant used. Consequently, it would be difficult to assign under these circumstances a reduction in climate-relevant emissions directly related to the activity. However, the effect of this provision is likely to be very small, since according to reported data most countries consume less than their compliance target.

12. The attempt to calculate the value for the MCII for the servicing sector focuses on three types of activities in the servicing sector:

- (a) Activities related to recovery can reduce the amount of refrigerant used by recovering, possibly recycling and reclaiming refrigerant during service and end-of-life of the equipment. For recovery, recovery and recycling and reclamation equipment, the existing experience of the Multilateral Fund allows for some broad assumptions regarding the amount of substance recovered, recycled, or reclaimed per year. The amount of refrigerant recovered, recycled or reclaimed will reduce the amount of new HCFCs to be used, and will consequently have a climate impact for those cases where otherwise new HCFC could have been used. The available data will allow this climate impact to be quantified depending on the number of machines to be used. A problem yet unresolved is how to determine a maximum meaningful number of machines for a given country in order to take into account the law of diminishing returns for increasing effort to recover refrigerant from existing systems.
- (b) Servicing practices can be improved to some extent through training and provision of better tools for servicing. It is possible to assume that training of a refrigeration technician (as compared to no training) has some impact in terms of a reduction in refrigerant consumption. However small the effect might be for each technician, the relatively large training programmes supported by the Multilateral Fund are likely to show a noticeable positive effect in reduction of use of refrigerant during the service of refrigeration and air-conditioning equipment. Since every kilogramme of reduced consumption is reducing the impact on the climate accordingly, a figure for the climate impact of these measures can be calculated for those cases where otherwise new HCFCs could have been used.

- (c) Activities related to replace HCFC-22 in existing refrigeration systems:
- (i) The precondition of a positive impact on the climate for any replacement of HCFC-22 in existing systems is the recovery of the remaining refrigerant and its destruction or, for those countries with HCFC consumption below the compliance requirements, possibly its recycling. In all other cases, the impact of a replacement on the climate is most probably negative;
 - (ii) The replacement of existing HCFC-22 systems in refrigeration or air-conditioning with new systems using an alternative technology might lead to an impact on the climate. In order to avoid double-counting, such replacements would only be accounted for under the MCII for systems which would not be covered by a manufacturing sector phase-out project under the Multilateral Fund, i.e. the impact would only be calculated for custom-made systems, typically assembled, installed and charged at the owners location; an example would be a supermarket system. The implementing agency would have to provide the number of systems to be replaced, their approximate refrigeration capacity⁷, whether the system is assembled and charged locally, and the alternative technology. The impact indicator would use this data to estimate the charge of HCFC-22 per refrigeration system, and extend this information to all systems covered by this specific activity. Based on an average remaining charge of HCFC-22 in the system at the time of replacement, and the design charge for the replacement, the difference in climate impact between the two can be determined. In those cases, the energy efficiency is not taken into account since the specific conditions of systems assembled on site do not allow the meaningful use of the relatively small differentiation in energy consumption between the system before conversion and afterwards.
 - (iii) After some consideration, the Secretariat has decided not to propose retrofit of existing systems in the activities which lead to a climate impact. The reason is that for existing systems, the typical retrofit technology would be the refrigerant with the closest match in thermodynamic and thermophysical properties, i.e. HFC-407C. Other than certain efforts related to exchanging the refrigeration oil and possibly replacing some controls, chiefly the expansion valve, the retrofit would be very simple to undertake. The difference in GWP between HCFC-22 and HFC-407C is fairly small (2.0 per cent) with HFC-407C having the lower GWP, further amplified by the density difference leading to a difference in climate impact based on the amount of fluid within the system of 5.43 per cent. However, the energy consumption in an existing system is more likely to increase than decrease with a conversion to HFC-407C. In combination, the climate impact is likely to be marginal, and should be assumed zero. While in terms of refrigeration characteristics HC-290 (propane) could be used in a similar way as HFC-407C, the flammability of HC-290 should in the vast majority of cases prevent HC-290 from being used for retrofits. Should a large retrofit programme be submitted to address this particular issue in an attempt to overcome the barrier for using HC-290 safely in systems designed for non-flammable refrigerants, the related calculations could be established based on principles explained above.

⁷ The refrigeration capacity would be used to calculate the likely charge of these systems, since at the time of project submission such an approach might be the most accurate one.

13. The Secretariat is presently in the conceptual phase and wanted to present the above considerations regarding the service sector to the Executive Committee and the bilateral and implementing agencies; the Secretariat welcomes any feedback on these considerations. Some modelling calculations done by the Secretariat have shown that even using conservative assumptions and despite the limitations spelled out above, the effect that the activities in the servicing sector have on the climate might in some cases be significant.

Annex III

BACKGROUND INFORMATION REGARDING THE CALCULATION OF THE MCII (REFRIGERATION PART)

Introduction

1. The refrigeration model described in this document is part of the Multilateral Fund Climate Indicator (MCII) developed by the Multilateral Fund Secretariat; this model has been developed by Re/gent, a Research & Development centre in The Netherlands specialised in refrigeration, air conditioning and heat pumps. It has been integrated into a Microsoft Excel shell for data entry and, in particular, data management by Mr. Anton Driesse from Canada. The model can at this time be used to assess the environmental impact of HCFC-22 and its alternatives under different climatic conditions. It is still in a state of development, and therefore details described in this annex might be subsequently changed and documented accordingly. This annex concentrates mainly on the description of the model used for the calculation of the refrigeration cycle.

2. This version of the model is entirely developed as a spreadsheet tool, which is able to calculate refrigeration and AC system performances under a variety of ambient conditions and compare the results with an HCFC-22 base case. This comparison does include both energy consumption as well as the related CO₂ emissions for which regional data is included in the model.

3. The spreadsheet model is structured as follows:

- (a) A main sheet which contains the user input data (such as refrigeration system to be studied, country of application, etc.). Also the main output data is shown here, such as annual energy consumption and CO₂ emission for all the HCFC-22 alternatives included. The results are shown in tabular format;
- (b) A transfer sheet into the actual refrigeration model, which is contained in a separate Excel file. This second Excel file contains also the other refrigeration-relevant information, such as
 - (i) A detail sheet which contains some of the main results calculated. It shows the system performance at the design point as well as a diagram of system efficiencies and compressor run time over the various ambient temperatures;
 - (ii) A set of cycle x sheets containing the refrigeration cycle calculations¹, based on ideal loop calculations extended with isentropic efficiencies of the compression process. The cycle calculations are automatically performed for all relevant ambient temperatures (using a bin approach with temperature intervals);
 - (iii) A settings sheet which contains predefined data for the refrigeration/AC systems which can be assessed; and
 - (iv) A work area sheet where some background calculations, intermediate results etc. are placed.

¹ With "x" representing the name of the refrigerant.

- (v) The spreadsheet model further contains some code modules (using VBA programming language), which is used for the necessary user interfacing.
- (c) The spreadsheet model does require refrigerant property data. The data included in the model has been derived from the refrigeration property software (Refprop 6) from the National Institute for Standards and Technology in Boulder, United States of America. The Refprop data is included in the model by using tabular data and using interpolation methods to find intermediate data points. This avoids that a real property model needs to be installed along with the spreadsheet model, in order to be able to distribute the spreadsheet model without issues related to intellectual property.

Model description

4. Within the cycle model the refrigeration system is calculated using various refrigerants and for various ambient conditions. The ambient conditions are taken from the country specific occurrence of temperatures, which is for the purpose of the calculation converted to 20 different ambient temperatures where for each temperature the number of hours is known.

5. In a first step, a calculation of the base system is performed using HCFC-22 in the design condition. This generates some system data which is then used to calculate the cycle in the various ambient conditions in the off-design point calculations. For each of the operating temperatures this results in a system cooling capacity and the energy consumption. By multiplying the consumption with the number of hours in each temperature interval, it is possible to establish the total annual energy consumption of the system.

6. There are some special cases in the cycle calculations:

- (a) If the compressor run time exceeds 100 per cent in general the system will not maintain the product temperature any more (e.g. the cooling unit will start to increase in temperature). In the model this is not compensated for, i.e. it is assumed that the compressor runs 100 per cent of the time, and the product or room is actually increasing in temperature. However, this is only the case at temperatures very significantly higher than the design temperature, and has not been reached in the simulations carried out;
- (b) At very low ambient temperatures the condensation temperature may drop below the evaporation temperature (e.g. for the cooling application). This is prevented in the programme by setting a minimum temperature differential between condenser and evaporator and assuming for all temperatures below 10°C constant conditions similar to 10°C outdoor temperature. This is the simulation equivalent of the reality of a condenser fan control or a condensation pressure regulator; and
- (c) The model has been extensively tested and rewritten to improve both running times and convergence of the result.

Design calculation

7. After the selection of the type of refrigeration or air-conditioning system, and the country with its climate data in the background, it is necessary to specify the required thermal load for which the system was designed (the amount of heat the cooling system must extract at design condition). This is equal to the capacity to be provided by the user. By the selection of the refrigeration and air-conditioning system and the country, a large number of parameters are preset; those are partially referred to already in Annex I

of this document. With these parameters being set the following calculation structure is applied for the base refrigerant HCFC-22:

- (a) First the main refrigerant loop parameters are calculated, condensation and evaporation temperatures and outlet conditions of the evaporator as well as the condenser;
- (b) From the system cooling capacity, an evaporator analysis is carried out leading to the evaporator conductance used for further calculations at off-design conditions;
- (c) The refrigerant mass flow is determined;
- (d) From the compression process the exit conditions at the compressor, which are equal to the inlet conditions of the condenser are derived; and
- (e) Finally a condenser analysis can be made leading to the condenser conductance and the condenser air flow rate.

8. After the analysis of the HCFC-22 system at design condition, the evaporator and condenser sizes (conductance or UA values) are known as well as the air flows through evaporator and condenser. In addition also the compressor size needed for HCFC-22 to match the thermal load supplied is calculated. The evaporator and condenser information (UA and flow rate) is then applied to calculate the operation of the selected system with all alternative refrigerants. For each of these refrigerants a compressor size is selected which matches the thermal load at the design condition. After these preliminary calculations the off-design point calculations can start.

Main circuit parameters

9. It is possible to derive the evaporation temperature from the air inlet temperature to the evaporator and the temperature differential given by the user. From the refrigerant properties the evaporation pressure can be calculated. As the evaporator superheat is defined by the system selection, it is possible to calculate the evaporator exit enthalpy using the appropriate refrigerant relations.

10. For the condenser side, the condensation temperature can be derived from the air temperature entering the condenser and the temperature differential given by the user. Also here the condensation pressure is derived from refrigerant properties. The condenser exit temperature can be found by subtracting the sub-cooling supplied by the system selection from the condensation temperature. Using the appropriate refrigerant relations it is possible to calculate the condenser exit enthalpy.

11. Assuming isenthalpic expansion in the throttling device in the circuit, the evaporator inlet enthalpy can be set equal to the condenser exit enthalpy.

Evaporator calculation at design

12. The cooling capacity of the system can be calculated from the thermal load given and the compressor run time:

$$Q_r = \frac{Q_L}{R_p}$$

13. For the evaporator air side, the temperature differential is specified during system selection. As the cooling capacity is known, it is possible to calculate the air mass flow (and hence also the air volumetric flow):

$$\dot{m}_{e,air} = \frac{Q_r}{c_{p,air}(T_{e,air,in} - T_{e,air,out})}$$

14. As all temperatures are defined it is further possible to calculate the logarithmic mean temperature difference for the evaporator. It is then simply possible to calculate the evaporator conductance by:

$$(UA)_e = \frac{Q_r}{LMTD_e}$$

This implies that the evaporator heat transfer characteristics at design conditions are fixed and can be used later for other temperature conditions.

Refrigerant mass flow at design

15. The refrigerant mass flow can be calculated from:

$$m_r = \frac{Q_r}{h_{e,out} - h_{e,in}}$$

Compression process at design

16. The compressor exit conditions can be calculated using the isentropic efficiency and the inlet conditions. These are typically taken equal to the exit conditions of the evaporator. This allows calculating in the next step the compressor exit enthalpy as follows:

$$h_{comp,out} = \frac{h_{isentropic} + h_{comp,in}(\eta_i - 1)}{\eta_i}$$

17. From the compressor volumetric relations it is possible to derive the compressor displacement volume.

Condenser calculation at design

18. For the warm side (the condenser) it is now possible to perform the heat transfer calculations. First it is assumed that the air entering the condenser coil is at ambient temperature (so the design ambient temperature). As the condensation temperature is known and the temperature efficiency is supplied by the user, it is possible to calculate the air exit temperature:

$$T_{c,air,out} = \eta_c(T_c - T_{c,air,in})$$

Knowing all temperatures also the logarithmic temperature difference can be calculated.

19. The condenser reject heat can be calculated as the refrigerant mass flow has already been established and the refrigerant state points at inlet and exit of the condenser are already known from the previous analysis:

$$Q_c = \dot{m}_r (h_{c,in} - h_{c,out})$$

Knowing the condenser heat flow, it is possible to calculate the condenser conductance:

$$(UA_c) = \frac{Q_c}{LMTD_c}$$

It is further possible to resolve the condenser air mass flow from:

$$\dot{m}_{c,air} = \frac{Q_c}{c_{p,air}(T_{c,air,out} - T_{c,air,in})}$$

Compressor

20. The compressor mass flow can be calculated as follows:

$$\dot{m} = \rho_{comp,in} \eta_v \phi_v$$

With the compressor volumetric efficiency defined as follows (using the clearance volume ratio CL):

$$\eta_v = 1 - CL \left[\left(\frac{p_c}{p_e} \right)^{1/k} - 1 \right]$$

and the compressor displacement is typically found as the product of the compressor swept volume and the operating frequency. In the model the compressor displacement is used rather than swept volume in order to make systems independent on operating frequency as this is generally linked to the main supply frequency.

The compressor outlet conditions can typically be found using the isentropic efficiency given by the selection of the system:

$$\eta_i = \frac{h_{isentropic} - h_{comp,in}}{h_{comp,out} - h_{comp,in}}$$

if the inlet enthalpy to the compressor is known. The isentropic enthalpy is typically found using the appropriate refrigerant property relations.

Condenser

21. Basically three heat transfer relations are relevant for the condenser, for the air side, refrigerant side and the heat transfer between air and refrigerant, respectively:

$$\begin{aligned} Q &= \dot{m}_{c,air} c_{p,air} (T_{c,air,out} - T_{c,air,in}) \\ Q &= \dot{m}_r (h_{c,in} - h_{c,out}) \\ Q &= (UA)_c LMTD_c \end{aligned}$$

which must result in the same heat transfer in a stationary situation.

In this relation the logarithmic mean temperature difference is defined as:

$$LMTD_c = \frac{T_{c,air,in} - T_{c,air,out}}{\ln\left(\frac{T_c - T_{c,air,in}}{T_c - T_{c,air,out}}\right)}$$

To evaluate the heat transfer for a coil type of heat exchanger, it is possible to use the classical number of transfer units approach. This requires first the definition of the heat exchanger temperature efficiency:

$$\eta_c = \frac{T_c - T_{c,air,out}}{T_c - T_{c,air,in}}$$

It is possible to express the number of transfer units as the ratio of the conductance and the flow capacity:

$$NTU_c = \frac{(UA)_c}{\dot{m}_{c,air} c_{p,air}}$$

Assuming a cross flow heat exchanger, it is now possible to relate the number of transfer units and the heat exchanger efficiency with

$$\eta_c = 1 - e^{-NTU}$$

In total this is a set of seven equations, with the following 11 variables:

$$Q, \dot{m}_{c,air}, T_{c,air,in}, T_{c,air,out}, \dot{m}_r, h_{c,in}, h_{c,out}, (UA)_c, T_c, NTU_c, \eta_c$$

In general it requires therefore that four variables needs to be specified in order to solve the remaining parameters. Typically the mass flow of air is a given parameter as well as the air inlet temperature. If also the UA-value of the condenser coil is supplied and the refrigerant inlet enthalpy is supplied the remaining parameters can be calculated.

Note that the above only holds for the single fluid refrigerants. For the mixed refrigerants using a temperature glide, an extended model for the heat transfer effectiveness is integrated.

Evaporator

22. Basically three heat transfer relations are relevant for the evaporator, for the air side, refrigerant side and the heat transfer between air and refrigerant, respectively:

$$\begin{aligned} Q &= \dot{m}_{e,air} c_{p,air} (T_{e,air,in} - T_{e,air,out}) \\ Q &= \dot{m}_r (h_{e,out} - h_{e,in}) \\ Q &= (UA)_e LMTD_e \end{aligned}$$

which must result in the same heat transfer in a stationary situation.

In this relation the logarithmic mean temperature difference is defined as:

$$LMTD_e = \frac{T_{e,air,out} - T_{e,air,in}}{\ln \left(\frac{T_{e,air,in} - T_e}{T_{e,air,out} - T_e} \right)}$$

To evaluate the heat transfer for a coil type of heat exchanger, it is possible to use the classical number of transfer units approach. This requires first the definition of the heat exchanger temperature efficiency:

$$\eta_e = \frac{T_{e,air,out} - T_e}{T_{e,air,in} - T_e}$$

It is possible to express the number of transfer units as the ratio of the conductance and the flow capacity:

$$NTU_e = \frac{(UA)_e}{\dot{m}_{e,air} c_{p,air}}$$

Assuming a cross flow heat exchanger, it is now possible to relate the number of transfer units and the heat exchanger efficiency with

$$\eta_e = 1 - e^{-NTU_e}$$

In total this is a set of seven equations, with the following 11 variables:

$$Q_r, \dot{m}_{e,air}, T_{e,air,in}, T_{e,air,out}, \dot{m}_r, h_{e,in}, h_{e,out}, (UA)_e, T_e, NTU_e, \eta_e$$

In general it requires therefore that four variables needs to be specified in order to solve the remaining parameters. Typically the mass flow of air is a given parameter as well as the air inlet temperature. If also the UA-value of the evaporator coil is supplied and the refrigerant inlet enthalpy is supplied the remaining parameters can be calculated.

Note that the above only holds for the single fluid refrigerants. For the mixed refrigerants using a glide, an extended model for the heat transfer effectiveness is integrated.

Off-design point calculation

23. Once the system has been selected and the calculation of the refrigeration system in the design point has been completed, it is possible to calculate the refrigeration cycle at other conditions. From the design point the air flow and thermal conductance (UA) of both the evaporator and condenser have been derived and are assumed to be the same in other operating conditions. Other parameters, such as superheat, sub-cooling and isentropic compressor efficiency are all supposed to remain constant when the operating conditions of the system changes.

24. With this given set of data an iterative calculation of the system is needed. This is due to the fact that only the air entrance temperatures are given for both the condenser and evaporator, but the condensation temperature and evaporation temperature are unknown. In fact the set of relations described under the compressor, condenser and evaporator topics are all applied and calculated. This requires first some assumptions for certain parameters, here the evaporation and condensation temperature are applied. Once assumed, it is possible to derive an error in the set of equation, which is used for revising the assumed evaporator and condenser temperature, this until convergence is achieved. In the cycle sheets, the off-design calculations are performed for different external ambient conditions, which generally impact the condenser performance.
